

Maisonneuve INTERNATIONAL

Bulletin d'information
du Service de coopération internationale
du Collège de Maisonneuve



VOLUME 10, NO. 1

DÉCEMBRE 2007

DANS CE NUMÉRO :

Concertation prévention jeunesse : plus qu'un projet, une belle aventure	2
Maisonneuve se dote d'un service de mobilité étudiante	3
En enfer (blague)	3
Stage au Tribunal de la jeunesse du Québec	4
L'équipe de la Coopération internationale	4
Le monde existe. Ailleurs, dehors, de l'autre côté de votre écran	5
Faits saillants de l'année	5
Proverbes du Burkina Faso	6
Journées Portes ou- vertes à Ouahigouya et à Koudougou	6
Temps forts de l'année	7-8
Les défis de la Coopération internationale en milieu collégial	9
Deux ans après le paradis	10
Dernière heure	10

*QUE L'ANNÉE
2008
APPORTE
LA PAIX ET LA SOLIDARITÉ
DANS NOTRE MONDE*

*ET QUE VOS VOEUX LES PLUS
CHÉRS SE RÉALISENT !*

Concertation prévention jeunesse : plus qu'un projet... une belle aventure

Par *Silvie Lussier*

L'aventure de concertation prévention jeunesse ou CPJ, comme nous l'appelons familièrement, a pris fin avec un colloque les 24 et 25 octobre 2007. Ce colloque a rassemblé les principaux acteurs du projet : les directeurs et les enseignants des deux écoles burkinabè partenaires du projet,



Silvie Lussier et Denis Roussel au Burkina Faso

l'École nationale de police (ÉNP) et l'Institut national de formation en travail social (INFTS), des intervenants qui œuvrent auprès des jeunes et des policiers. Parmi les participants au colloque, de nouveaux partenaires recrutés dans le cadre des projets pilotes: une directrice et des enseignants d'écoles primaires, un animateur de radio, des enseignants de Lycée et même certains jeunes qui ont participé aux projets pilotes. Tous s'étaient rassemblés autour d'une seule préoccupation: le bien-être des jeunes.

C'est en août 2002 qu'Hélène Brassard, Michel Gagnon et moi-même avons fait les premières rencontres à Ouagadougou dans le but d'élaborer ce projet dont les objectifs sont de favoriser l'insertion sociale des jeunes par la prévention et d'accroître la capacité des intervenants à agir de façon concertée. Le projet représentait un défi de taille, celui d'asseoir autour d'une même table des policiers, des intervenants sociaux, des travailleurs de rue et des enseignants de l'ÉNP et de l'INFTS. CPJ vise non seulement la concertation entre les individus mais aussi entre les institutions. Le projet a permis de réaliser les activités suivantes :

un séminaire de départ, des ateliers de formation sur *la prévention, les problématiques jeunesse, le droit des jeunes et l'approche communautaire*, des stages au Canada, la mise en œuvre de projets pilotes. un colloque de clôture et même un stage au Burkina Faso pour six étudiants du Collège. Au fil des cinq années du projet, de belles rencontres se réalisent et des amitiés sincères se créent.

À chaque mission, c'est avec un plaisir renouvelé qu'on retrouve les partenaires burkinabè avec leur humour particulier! Chaque mission est aussi une occasion de visiter les structures qui accueillent les jeunes en difficulté, de partager un moment avec ces jeunes, de discuter de leur réalité et de celle des intervenants qui œuvrent auprès d'eux. CPJ c'est une belle aventure qui, loin de se terminer, s'ouvre sur un autre partenariat.

Des réalités burkinabè qui ressemblent aux réalités québécoises.

Au Burkina, 48 % de la population a moins de 15 ans. La ville de Ouagadougou, comme les grandes villes du Québec, attire beaucoup de jeunes. Ils se retrouvent à errer dans la ville, à



Colloque au Burkina Faso, octobre 2007

mendier ou à commettre des délits. Les problèmes de cette jeunesse sont la principale préoccupation de nos partenaires burkinabè.

Parmi les activités réalisées, quatre projets pilotes ont été mis en œuvre sur des problématiques comme l'abandon scolaire, la sécurité des jeunes filles prostituées, la santé reproductive des jeunes, la sécurité des jeunes de la Maison d'arrêt. Des résultats fort intéressants ont été constatés. Au départ, les projets pilotes devaient être un exercice pédagogique afin de mettre en pratique les concepts développés dans les ateliers de formation. Quelle ne fut pas notre surprise au cours des missions de suivi de constater l'ampleur des activités de prévention mises en place: rencontres de centaines de parents, émissions radiophoniques, remise de

«kits scolaires», ciné-débat, causeries éducatives, théâtre forum. La plupart des équipes souhaitent poursuivre l'aventure au-delà du projet CPJ, allant même jusqu'à rechercher des partenaires financiers pour former une association afin de déposer des demandes de subventions auprès d'organismes burkinabè.

Au nombre des réalisations qui méritent d'être soulignées, l'élaboration d'une convention de partenariat dont l'objectif est la concertation des différents intervenants (policiers, intervenants sociaux) pour une meilleure prise en charge des jeunes. Cette convention, entérinée par le ministre de la Sécurité et la ministre de l'Action sociale et la Solidarité nationale, sera le point de départ d'un futur projet du Collège de Maisonneuve. Un partenariat qui devrait se poursuivre!

Cette belle aventure a été possible grâce à la collaboration des professeurs du département des Techniques auxiliaires de la justice du Collège de Maisonneuve. Ceux qui ont choisi de partir en mission durant ces cinq années: Marie-Claude Frenette, Michel Gagnon, Marco Harvey et Denis Roussel. Et ceux qui ont accepté de nous voir partir, de nous remplacer durant nos absences et qui nous offrent appui et conseil. Pour ma part, j'ai beaucoup appris dans cette belle aventure et il me restera de nombreux souvenirs inoubliables.



EN ENFER

(blague racontée au colloque par un Burkinabé)

Trois individus de nationalité américaine, britannique et sénégalaise meurent dans un accident et se retrouvent tous en enfer.

Quelques temps après, l'américain désireux de savoir si enfin, Ben Laden a été attrapé, sollicite la possibilité de passer un coup de fil vers l'Amérique. Le diable accepte et aussitôt le coup de fil terminé, il lui facture les trois minutes à trois millions de dollars.

Le britannique, à son tour sollicite la même faveur, afin de s'enquérir de la santé de la reine Elisabeth. Le diable accepte et lui facture, aussitôt la conversation achevée, les trois minutes à quatre millions de livres.

Ce fut enfin le tour du pauvre sénégalais. Ce dernier, hésitant, se décide à demander l'autorisation d'appeler en Afrique pour avoir des nouvelles du Sénégal et du continent.

Satan accepte et là commence une longue conversation téléphonique au cours de laquelle notre cher ami sénégalais apprend qu'une guerre civile fait rage en Côte d'Ivoire, au Congo, au Soudan, que le sida continue de progresser, que les Togolais s'affrontent, que la famine et les criquets sévissent au Burkina et au Mali, etc.

La conversation s'achève enfin au bout de dix heures!

Le Sénégalais lui demande en bégayant: «le prix de la Communication, c'est combien?» Le diable tout serein répond: «Oh! pour les dix heures, ça fait tout juste 150 FCFA (soit 0,25 \$ CAN).»

Surpris, le Sénégalais demande: «Mais co.....co....comment ça se fait?»

Le diable lui répond: «Et bien mon cher Africain, de l'enfer à l'enfer, c'est un appel local!»

Maisonneuve se dote d'un service de mobilité étudiante

Par Mireille Poulin

Mireille Poulin, a fait le stage de Liaisonneuve au Nicaragua comme étudiante en 1998 et comme accompagnatrice en 2001. Forte de ces expériences, elle a ensuite poursuivi son engagement au sein d'organisations faisant la promotion du développement durable, travaillant de concert avec des collectivités locales nationales et internationales. Elle a été accompagnatrice d'un stage au Pérou pour SUCO puis coordonnatrice de projets pour Katimavik. Ces trois dernières années, elle était chargée de projets pour SUCO au Nicaragua.

Le service de mobilité étudiante (SMÉ) a été officiellement lancé au début du mois de septembre. Il a pour mandat d'appuyer les étudiants, professeurs et départements dans l'organisation des différents stages et séjours d'études à l'étranger de même que d'accueillir les étudiants étrangers fréquentant le Collège de Maisonneuve. C'est à la lueur d'une vaste enquête réalisée par Marie-Claude Frenette et Céline Talbot auprès des différents départements offrant des stages qu'est apparue la nécessité de créer une telle ressource. Bon an mal an, une centaine d'étudiants séjournent à l'étranger dans le cadre de leur parcours scolaire et plus d'une trentaine d'étudiants participent à des stages non crédités. L'organisation de tels stages ne serait possible sans l'immense travail et la motivation des instigateurs de ces projets.

Entrée en poste à la fin du mois d'août, j'ai la chance de jeter les bases de ce tout nouveau service qui permettra de diminuer la charge de travail que représente l'organisation d'un séjour à l'étranger pour les professeurs et en incitera d'autres à se lancer dans ces belles aventures. Mes priorités vont de l'appui logistique aux responsables de stage à la systématisation des expériences, en passant par l'élaboration d'un protocole d'urgence et la formation des accompagnateurs.

Compte tenu de l'expérience du Collège de Maisonneuve dans l'envoi de stagiaires à l'étranger, je peux compter sur l'appui de plusieurs personnes qualifiées. J'ai accepté avec joie de relever ce nouveau défi sachant l'importance des stages.

Impacts pour les étudiants :

- Une expérience de groupe hors du commun
- Un échange interculturel marqué par la vie en famille
- Une ouverture sur le monde
- Une influence sur le choix de carrière
- Un engagement citoyen dans leur milieu et à l'étranger

Impacts pour les accompagnateurs :

- Des apprentissages nouveaux par l'expérience de travail dans un pays différent
- Une pépinière pour les autres stages et projets du Service de coopération internationale
- Un défi personnel (adaptation, écoute) et professionnel

Impacts pour le Collège :

- Une animation du milieu axée sur l'ouverture sur le monde
- Une ouverture à la communauté (phase de financement et de retombées au retour)
- Une «école» pour de futurs militants étudiants
- Un attrait pour le recrutement des étudiants

Stage au Tribunal de la jeunesse du Québec

Par madame Yaméogo/Sanon Béatrice

Dans le cadre du projet Action concertée pour la promotion et la protection des droits de la jeunesse-ACPPDJ, madame Yaméogo/Sanon Béatrice, juge des enfants au Tribunal de Grande Instance de Ouagadougou Burkina Faso, a participé, du 17 au 26 septembre 2007, à un stage d'observation au Canada. Voici ses réflexions.

Le stage s'est déroulé à Montréal, à Québec et à Charlevoix. Nous avons suivi au total quatre audiences dont deux au Tribunal de la jeunesse à Montréal avec l'honorable Lucille Beauchemin, une au palais de justice de Québec avec l'honorable Jean Lebel et une au palais de justice de la Malbaie à Charlevoix avec l'honorable Alain Turgeon. Les cas présentés étaient fort différents d'un endroit à l'autre.



La juge Béatrice Yaméogo/Sanon et la juge Lucille Beauchemin

Le stage a également permis la visite de deux centres: le Centre jeunesse de la Montérégie, qui reçoit les jeunes ayant besoin de protection et les jeunes contrevenants, et le centre Trajet jeunesse qui s'occupe du placement par décision de justice des jeunes contrevenants dans les différents organismes pour des travaux bénévoles.

Nous avons également rencontré l'honorable juge en chef de la cour du Québec, Guy Gagnon et Maître André Ouimet qui est secrétaire du Conseil de la magistrature.

L'accueil a été très chaleureux et les personnes rencontrées étaient disponibles et disposées à fournir le plus d'information possible.

Le stage a été aussi une occasion d'échanges entre moi-même et les intervenants à propos du système juridique applicable aux mineurs au Burkina Faso.

Le stage s'est très bien déroulé: l'accueil, l'hébergement et le transport étaient au delà de mes attentes.

Malgré sa courte durée, l'objectif de stage a été atteint. Il était de se familiariser avec les pratiques de la Cour de Québec et aussi avec les diverses interventions des autres structures gouvernementales et communautaires auprès des jeunes.

Je remercie sincèrement Madame la juge Lucille Beauchemin grâce à qui le stage s'est réalisé, Madame Hélène Brassard, Madame Marie Claude Frenette, Monsieur Denis Roussel et tous ceux dont les noms n'ont pas été cités mais qui ont contribué d'une manière quelconque au bon déroulement du stage.

Un ban à vous tous!

Note: Le ban est une façon d'ovationner un auditoire



Hélène Brassard et la juge Béatrice Yaméogo/Sanon



L'ÉQUIPE DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE



Hélène Brassard



Marie Claude Frenette



Mireille Poulin



Céline Bisson

FAITS SAILLANTS DE L'ANNÉE

Le service a organisé 29 missions à l'étranger dont un stage pour six étudiants au Burkina Faso.



Quinze partenaires burkinabè et honduriens ont fait des séjours de deux à trois semaines à Montréal.



Le nouveau projet **Formation promotion santé** (2006-2011) a commencé par l'accueil de quatre stagiaires du Burkina Faso. Ils étaient de la fête du 20^e anniversaire de notre service en novembre 2006.



Six étudiants accompagnés de deux professeurs ont produit, avec six jeunes burkinabè, du matériel de sensibilisation sur le thème **Exode précoce des jeunes et les dangers de la rue** :

- jeu d'images
- pièce de théâtre
- dépliant
- affiche
- tee-shirt
- émissions de radio et de télévision

Le monde existe Ailleurs, dehors, de l'autre côté de votre écran

Par Simon Legault au Burkina Faso

Simon Legault, en Techniques d'intervention en délinquance, est l'un des six étudiants qui ont séjourné au Burkina Faso en juin dernier. Ils ont travaillé avec six autres jeunes burkinabè à créer des outils de sensibilisation sur les droits des jeunes dans le cadre du projet Action concertée pour la promotion et la protection des droits de la jeunesse. Les professeurs Michèle Frémont et Guy Laroche les accompagnaient.

Le monde existe, il n'est pas qu'une image. Ces gens vivent réellement. Ils sont plus qu'une photo dans un long reportage. Ils existent, et ils attendent. Pendant que, dans le confort de votre foyer, vous vous plaignez du Web qui ne répond plus, à leur bout de la toile, ils appellent à l'aide. Texto. S.O.S.

Il faut y aller pour le réaliser, pour saisir l'ampleur de la situation. Sortir de chez soi, prendre son courage à deux mains, affronter la vie. S'oublier pour rencontrer l'autre. S'abandonner pour vivre l'autre. Plus que le voir, le comprendre.



Jeux d'images

Il n'est d'autre expérience qui vaille la peine d'être vécue hors de chez soi. Un « must do », au moins une fois dans sa vie. Mettre de côté sa nature, ses peurs, ses réserves, et foncer droit devant, les yeux grand ouverts sur la misère des autres. Dans tous les petits détails, ils sont à la fois pareils et différents de nous. Mais ils profitent de ce qu'ils ont... lorsqu'ils le peuvent, lorsqu'ils ont quelque chose. On pourra dire « la vie ne les aime pas ». Je dirai: « Ils s'y accrochent pourtant de toute la force qu'ils peuvent puiser en eux. » Entre eux. Ce qu'ils ne peuvent posséder ne leur manque pas. Au-delà de ces considérations, ils vivent souvent d'amour et d'eau fraîche. Lorsqu'ils ont de l'eau.

Il faut le voir pour le croire. Ils ne demandent que très peu de choses, l'essentiel, mais leurs appels rencontrent le vide, l'écho de leurs cris freiné par des structures gouvernantes corrompues. Même ces cris, ils les gardent donc pour eux. La vie, pour eux, c'est sacré. Avec la vie, tout est possible. Tant qu'il y a la vie, il y a l'espoir. L'espoir, présent plus que jamais, espoir qui pousse parfois les villageois à sacrifier leurs jeunes, à les envoyer en ville, espérant qu'ils arriveront à gagner leur vie. Sachant bien qu'ils finiront probablement mendiants, itinérants, toxicomanes... Et si c'était vos jeunes...?

Au Burkina, c'est ce qui se passe. Présentement, alors que vous lisez ces quelques lignes. On crie, on souffre, on meurt. Et ici, on ne fait rien. Ou alors, très peu. Pas assez. Nous avons les moyens techniques. Nous avons les budgets. Ils ont besoin de ces moyens, nos budgets peuvent les leur fournir. À condition que...

À condition que nous le voulions bien. À condition que les budgets soient gérés intelligemment. Que nos priorités sociales soient redéfinies. Que l'on cesse de financer la guerre. Que l'on s'intéresse à l'autre, et non uniquement à son petit bonheur, dans son petit chez soi, assis devant sa petite télévision.

Leurs cris, lorsque nous les écoutons, nous les entendons. Et alors, on réalise. Le monde existe.

Citoyens, levez-vous. Impliquez-vous. Si vous ne faites rien, personne ne le fera à votre place. Ces gens ont besoin de nous, tous autant que nous sommes. Réveillez-vous. Révoltez-vous contre l'injustice humaine. Parfois, peu suffit pour que les choses changent. Vous en avez le pouvoir. Vous en avez le devoir. Citoyens, levez-vous.



Théâtre forum

PROVERBES du Burkina Faso

*Amusez-vous à trouver
la signification !*

- *La maison construite avec la salive ne résiste pas à la rosée.*
- *On ne dépèce pas ce qui n'est pas mort.*
- *Si l'eau n'a pas été troublée, elle ne se dépose pas.*
- *Le caillou et l'œuf ne dansent pas ensemble.*
- *Si l'âne rue contre un rocher, il casse ses sabots.*
- *C'est au pied du mur qu'on reconnaît le maçon.*
- *Si l'oiseau tarde à s'envoler, il s'élèvera avec une flèche.*
- *L'homme a deux pieds, mais il ne peut pas suivre deux chemins à la fois.*



- *Le caleçon d'aujourd'hui vaut mieux que le pantalon de demain.*
- *S'asseoir sans rien faire n'ôte pas l'épine dans le pied.*
- *Si ton eau ne suffit pas pour te baigner, lave toi la figure.*



Journées portes ouvertes à Ouahigouya et à Koudougou

Par Hélène Brassard

Au Burkina, l'expression journées portes ouvertes n'a pas le même sens ici. Il n'est pas question de visiter des maisons entre 14h et 16h le dimanche. Il s'agit plutôt d'organiser différentes cérémonies, communications et conférences, débats, de monter des stands d'exposition, d'offrir un repas communautaire et différentes activités d'animation : théâtre, jeu d'images, danse, chants, etc. Et ce, pendant deux ou trois jours, sur un thème donné qui était cette fois : l'exode des jeunes et les dangers de la rue.

Voilà ce que nos partenaires burkinabè nous ont proposé d'organiser, en novembre 2007, dans le cadre du projet ACPPDJ. Nous n'avons pas hésité longtemps avant de leur en confier l'organisation. Nous avons ainsi rejoint beaucoup plus de gens dont les parents, des jeunes, des chefs traditionnels, etc., que dans un colloque traditionnel, ce qui était prévu au départ.

Ce fut un franc succès selon les professeurs présents, Michel Gagnon et Guy Laroche. Le théâtre forum et le jeu d'images conçus par les étudiants du Collège jumelés à des jeunes burkinabè ont été fort appréciés par le public et ce, dans les deux villes où avaient lieu les portes ouvertes.



Un des stands d'exposition



Bannière des journées portes ouvertes

Le jeu d'images — Les images dessinées par des membres du groupe représentent des jeunes dans différentes situations. Une fois exposées devant des groupes d'enfants et de jeunes, des animateurs les font s'exprimer sur le sens de ces images. C'est une occasion de dialogue et de sensibilisation unique. Et surtout, cette façon d'intervenir peu coûteuse suscite beaucoup d'enthousiasme auprès des groupes qui participent très activement et sont capables d'en tirer les leçons de vie qu'elle sous-tendent.

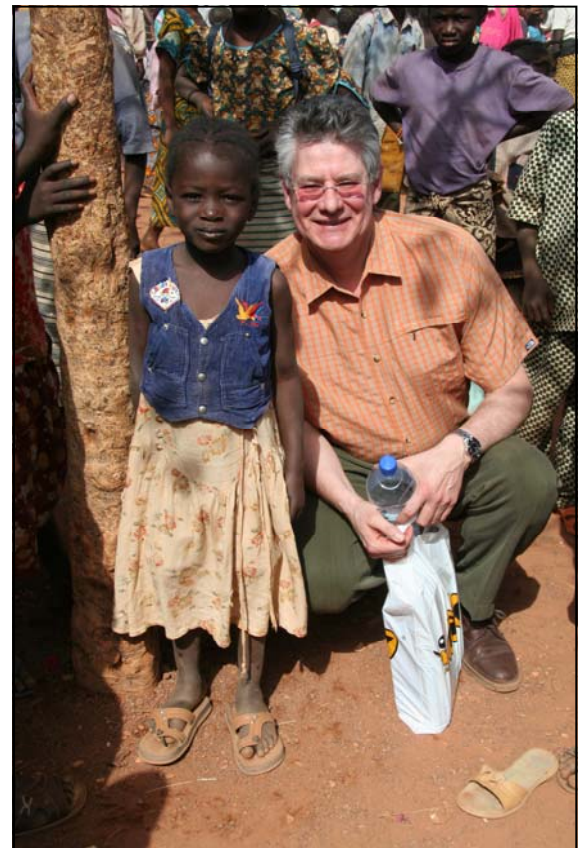
Le théâtre forum : La troupe de l'ANERSER, dont plusieurs comédiens sont d'anciens jeunes de la rue a monté un pièce à partir d'un canevas d'un metteur en scène burkinabè et d'un remue-méninges avec les stagiaires canadiens jumelés aux jeunes burkinabè. La pièce relate le départ d'un jeune vers la ville, les tensions entre son père et sa mère devant la décision à prendre, l'exploitation dont le jeune est victime une fois arrivé en ville. Il sera malade et non soigné. La maladie l'emportera et ses parents resteront avec leur culpabilité. Suite aux représentations de la pièce, une discussion s'engage avec le public qui fait ressortir les contradictions entre le village qui ne peut offrir de quoi vivre aux jeunes et la ville qui comporte des dangers. Le choix est bien mince pour ces jeunes!

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE

La Coopération internationale fête son 20^e anniversaire—nov. 2006



Le directeur général au Burkina Faso—février 2007



TEMPS FORTS DE L'ANNÉE

STAGE DE SIX ÉTUDIANTS AU BURKINA FASO—juin 2007



DE LA VISITE CHEZ NOUS

Du Mali et du Burkina Faso
Mai 2007



Du Mali
Septembre 2007



Du Burkina Faso et du Honduras
Septembre 2006



Du Burkina Faso
Novembre 2006



Les défis de la coopération internationale en milieu collégial

Par Michèle Frémont

Plan d'ensemble: les grands défis

Deux grandes convictions sous-tendent l'implication de chacun en coopération internationale : celle de l'émergence nécessaire d'un nouveau consensus mondial en matière de développement économique-social et celle du besoin impérieux de moyens concrets d'action pour contribuer à la construction d'un monde plus juste et plus équitable. Cette vision tient évidemment de l'idéalisme. Heureusement d'ailleurs, car le discours démobilisateur ambiant est parfois un frein puissant à l'investissement intellectuel et émotionnel. Les arguments polémiques de tout ordre, souvent justifiés d'ailleurs, incluent un peu de tout et son contraire :

- l'impérialisme et les échanges inégaux nord-sud;
- le peu de ressources investies et la mauvaise gestion de celles-ci;
- le manque de probité ou de volonté de certains intervenants dans le dossier (tout le long de la chaîne du partenariat);
- le choix de projets ponctuels sans durabilité;
- la collaboration avec des régimes autoritaires (même si les partenaires font partie de la société civile), etc.

Et pourtant, personne ne remet en cause l'aide humanitaire, sans doute à cause de l'urgence qui la définit. L'image qui revient le plus souvent, est celle, un brin désuète, de la graine semée, métaphore toute simple qui parle maladroitement du miracle d'un geste qui sème l'espoir...

La graine semée, c'est, par le biais des programmes de formation données à l'étranger, l'agent multiplicateur local qui fait bénéficier les autres de sa formation, qui à leur tour... etc. Et c'est aussi l'enseignant qui aide le jeune d'ici à acquérir les connaissances et l'expérience nécessaires pour devenir un citoyen du monde engagé.

Plan moyen: les défis du projet Honduras

Sur cette toile de fond, les défis que pose la coopération sont autrement plus prosaïques.

Défi du travail avec plusieurs partenaires

Le projet *Protection et insertion des jeunes* se déroule à Tegucigalpa, la capitale du Honduras. Il vise à renforcer les capacités des intervenants sociaux de trois institutions honduriennes qui se vouent à la défense des droits des enfants. Les deux premiers sont le département de travail social de l'Université nationale autonome du Honduras (la UNAH) et un organisme non gouvernemental (CENFODÈS), deux institutions qui forment de futurs travailleurs sociaux et des techniciens en travail social. Le troisième est un organisme paragonnemental (IHNFA), qui s'occupe des enfants en difficulté. Le fait de travailler avec trois institutions qui ont des objectifs du même ordre, soit la lutte à l'exclusion et la promotion des droits des enfants, mais qui ne se situent pas dans les mêmes cases sur l'échiquier hiérarchique hondurien, constitue un défi à chaque étape du projet.

Défi de la gestion participative

La gestion participative sert de cadre de référence depuis l'élaboration du projet avec les partenaires jusque dans la définition du contenu des formations et dans la mise en œuvre des projets pilotes (expérimentation des apprentissages faits dans les ateliers de formation). La gestion participative nécessite temps et ouverture. En outre, notre perception des besoins de nos partenaires peut influencer la donne. Ainsi, décider de promouvoir la participation des enfants dans l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation d'initiatives qui leur sont destinées reste un enjeu parfois peu compatible avec la culture traditionnelle au Honduras.

Gros plan: le défi de l'adaptation culturelle

Le plus grand défi tout au long du projet reste le défi de la communication ou parfois même de la méconnaissance des codes culturels. Ce type de défi à relever est évidemment propre à tout projet de coopération internationale qui se teinte des couleurs culturelles propres au pays hôte.

Une anecdote survenue pendant les formations permet de comprendre les difficultés d'œuvrer dans un contexte différent du nôtre.

Dans le cadre de la formation sur la communication sociale, nous souhaitons faire participer les gens à une expérience sur l'intégration des normes sociales par le biais d'un jeu de cartes. Les



participants, répartis par tables de joueurs, reçoivent des consignes de jeu très complexes qui diffèrent d'une table à l'autre, en ce qui concerne l'ordre de distribution des cartes, le sens du déroulement du jeu et la couleur de l'atout. Le but reste évidemment de remporter le plus grand nombre de levées. Le jeu doit se dérouler en silence et, pour complexifier la chose, les tables de participants se mêlent après une première manche. Les joueurs se trouvent donc, dès le moment où ils changent de table, à ne pas suivre les mêmes consignes de jeu. Étant donné le silence imposé, à partir de là, des différences de comportements notoires peuvent être observées puis étudiées après coup.

Cet atelier, un classique en psychologie de groupe, a provoqué dès le départ un tollé général, quelques-uns refusant de jouer, d'autres parlant et expliquant le jeu à leurs collègues, d'autres se retirant bruyamment. L'autre animatrice et moi-même avons alors pensé que les consignes étaient mal traduites... le mot *atout* (*el triunfo*) ne signifiant rien pour plusieurs d'entre eux, les mots désignant les couleurs elles-mêmes (*picas, cuadro, trébol, corazon*) semblant être inadéquats... jusqu'à ce que nous réalisions qu'à peu près personne ne savait jouer aux cartes.



Cette expérience qui devait permettre de constater comme il est difficile d'interagir avec quelqu'un qui ne possède pas le même code de conduite (travailleur social et enfant de la rue, par exemple) et qui était une extension de la réflexion sur l'éthique, nous a plutôt permis de constater que nous avions nous-mêmes, en tant que formatrices et nord-américaines, exporté un jeu mais aussi un élément culturel sans en examiner la validité au préalable. En Amérique centrale, il semble que les cartes soient l'apanage d'une certaine catégorie d'hommes (peu recommandables) et qu'elles soient liées au jeu et à l'argent.

Résultat : nous avons dû nous servir de notre propre exemple pour démontrer la validité de l'a priori conceptuel de l'expérience : les codes culturels diffèrent selon les groupes et l'imposition d'un modèle dominant ne favorise pas une communication saine. Pour compenser notre incompetence, nous avons dû

leur montrer à jouer aux cartes et à faire des levées... ce qui n'était tout de même pas le but de la chose!

Voilà en résumé quelques-uns des défis, petits et gros, qu'il faut relever. Ils sont parfois prévisibles, souvent déroutants et inattendus mais toujours stimulants. Ils nous font évoluer et percevoir avec plus d'acuité la réalité d'autrui. Et c'est une partie de la beauté de l'aventure.



Deux ans après le paradis

Par Danic Ostiguy

De 2001 à 2005, dans le cadre du Programme de renforcement institutionnel en matière de technologie en Afrique francophone (PRIMTAF II), le Collège est venu appuyer le ministère de l'Éducation des Seychelles pour l'implantation de l'approche par compétences pour l'élaboration des programmes techniques. À la fin de ce projet, le ministère a offert un contrat de deux ans à Danic Ostiguy, enseignant en techniques administratives, pour qu'il poursuive le travail entrepris et développe d'autres avenues.

Normalement, un projet de coopération s'inscrit dans la matérialisation d'un projet basé sur des compétences et une expertise déjà démontrée et attestée par une expérience détaillée et un portfolio bien garni. D'ailleurs, l'attribution de mandats internationaux repose sur cette constante : l'expertise doit être démontrée et l'expérience dans le pays d'intervention gage de succès, et surtout synonyme de risque amoindri. Quand des études démontrent que seulement 25 % des consultants performant lors d'une affectation à l'étranger, nous pouvons comprendre les critères de décision des bailleurs de fonds.

Cette réalité a certes marqué de façon importante ma première année aux Seychelles où l'essentiel de mon activité consistait à développer et revoir des programmes d'études de niveau collégial et universitaire. De fait, j'ai participé de près (très souvent) et de loin (parfois) notamment dans le secteur de la santé, au développement de quelques 27 programmes d'études de niveaux et de modes d'apprentissages variés allant de l'enseignement professionnel au premier cycle universitaire.

Dans mon cas, ce mandat aux Seychelles m'a aussi permis de m'initier à un domaine encore très peu discuté au Québec et qui est au cœur des enjeux de l'intégration des immigrants, soit la reconnaissance des diplômes étrangers. D'ailleurs, en Europe, il s'agit d'un chantier considérable dont les implications le sont tout autant avec, au premier chef, la mobilité de la main d'œuvre. Au Québec, il n'existe pas encore d'organisme public indépendant qui établit un cadre de référence et régleme le domaine de la formation, et ce, en concertation avec les représentants des ordres professionnels.

Dans le cas des Seychelles, la très forte demande de main d'œuvre dans le secteur du tourisme de même que le besoin de



Danic Ostiguy de passage au Collège de Maisonneuve en novembre 2007

perfectionnement des professionnels de la santé sont au centre de la démarche. Cet organisme a donc pour objectif de faciliter la reconnaissance des acquis, mais aussi d'assurer la validité des compétences déclarées et démontrées. Autrement dit, cet organisme a pour objectif de créer des passerelles entre les différents niveaux de formation de façon à clairement identifier les besoins de formation et ainsi éviter les répétitions.

Après maintenant un peu plus de deux ans, mon mandat s'est donc clairement élargi, quittant peu à peu les sentiers confortables de mon expertise pour me permettre de développer de nouvelles compétences, plus riches, plus variées.

L'expérience internationale, et de ce fait le Service de coopération internationale, nous permet de déborder des cadres de notre enseignement. Ce faisant, nous avons l'occasion de nous questionner sur nos pratiques, sur nos savoirs, ce qui, en fin de compte, nous permet de rendre notre enseignement plus pertinent et plus adapté à un monde qui s'internationalise de plus en plus.



Chantal Perreault, Martin Demers, Hélène Brassard, Aboubakr Benbouzid et Marie Gagnon.

DERNIÈRE HEURE

Une délégation algérienne composée notamment du ministre de l'éducation nationale s'est arrêtée au Collège de Maisonneuve le 22 novembre dernier dans le cadre d'une tournée au Québec.



Maisonneuve international est publié par le Service de coopération internationale du Collège de Maisonneuve

Responsable du bulletin
Hélène Brassard

Collaborateurs

Silvie Lussier
Mireille Poulin
Béatrice Yaméogo/Sanon
Simon Legault
Michèle Frémont
Danic Ostiguy

Révision linguistique

Jean-François Perrault

Mise en page

Céline Bisson

Coopération internationale
Collège de Maisonneuve
3800, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec) H1X 2A2

Téléphone:
514.254.7131, poste 4185
Télécopieur: 514.251.3695
cooper@cmaisonneuve.qc.ca
www.cmaisonneuve.qc.ca

La publication de ce numéro a été rendue possible, en partie, avec l'appui financier du gouvernement du Canada agissant par l'entremise de l'Agence canadienne de développement internationale (ACDI) grâce au programme de partenariat des collèges canadiens (PPCC) de l'Association des collèges communautaires canadiens (ACCC).